

Silène
17, Rue Pierre Mendès France - 44602 - ST-NAZAIRE

RECU EN PREFECTURE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N°003499
Le 28 mai 2026

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE SILENE EN DATE
DU JEUDI 21 MAI 2026

VIA DOTELEC - FAST Actes

044-442120390-20260521-00034990-02

Délibération n° 12	PROPOSITION D'INDEMNISATION DES ADMINISTRATEURS
---------------------------	---

L'An deux mille vingt six, le vingt et un mai, à quatorze heures, s'est réuni le Conseil d'Administration, en salle côté jardin, au siège de Silène, 17 rue Mendès France à Saint-Nazaire, sous la présidence de M. Xavier PERRIN.

ADMINISTRATEURS PRESENTS :

M. Cristel AUDEBERT, M. Jean-Michel CRAND, M. Laurent DAUDIN,
M. Mathieu FAILLER, Mme Céline GIRARD, Mme Ghislaine HERVOCHE,
M. Dragan JONOVIC, M. PATRICK LAMOOT, Mme Lydie MAHE, M. Alain MICHELOT,
M. Nicolas PALLIER, M. Didier RIALLAND, Mme Annie ROBERT, Mme Chrystelle SORIN,
Mme Dominique TRIGODET, Mme ELIANE VALLEE, M. Romain BRUAND

POUVOIRS :

Mme Valérie GAUTHIER donne pouvoir à M. Nicolas PALLIER, M. Philippe LEROUX
donne pouvoir à M. Didier RIALLAND, M. Gérard MALCAVAT donne pouvoir à
M. PATRICK LAMOOT

ADMINISTRATEURS ABSENTS EXCUSES :

M. Christophe COTTA, M. Alan DANIEL, M. Alain LE PAPE

ASSISTAIENT A LA REUNION :

Madame Sandrine WILLIAMSON, Directrice Générale,
Monsieur Franck GOURDEL, Directeur Offre Nouvelle,
Madame Maïgwenn GUEGAN, Directrice proximité,
Monsieur Pierre HELFER, Directeur Administratif et Financier,
Madame Christelle OLIVIER, Directrice Clientèle,
Madame Carole VILBOUX, Secrétaire Générale,
Monsieur Olivier CORALLO, Chargé de projets transversaux,

Monsieur OLIVIER PORTEAU - DDTM - Adjoint au chef de service - chef du bureau
logement social et renouvellement urbain - Service logement et rénovation urbaine

L'article R.421-10 du CCH, complété par l'arrêté du 16 janvier 2025, précise les modalités d'indemnisation des administrateurs siégeant aux conseils d'administration des offices publics de l'habitat.

Le mandat des administrateurs obéit à trois grands principes :

- La **gratuité** du mandat des administrateurs d'organismes d'Hlm, et par conséquent **le caractère bénévole de cette activité**.
- La possibilité pour le Conseil d'Administration d'allouer à ses membres une **indemnité forfaitaire pour compenser la diminution du revenu** du fait de leur participation aux réunions aux réunions du Bureau, des commissions prévues par la loi ou les règlements en vigueur et des commissions formées au sein du Conseil d'Administration (article R.421-14), quelle que soit la nature de la profession (salarisée ou libérale), dans des limites réglementaires. Pour la compensation d'une éventuelle perte de rémunération ou d'une éventuelle augmentation des charges subie par l'administrateur du fait de sa participation à certaines instances de l'organisme, l'article 2 de l'arrêté définit un montant horaire plafonné à une fois et demie le salaire minimum interprofessionnel de croissance horaire. Le nombre d'heures indemnisées est limité à 72 heures par administrateur et par an, dans la limite de huit heures par jour pour l'indemnité mentionnée au premier alinéa de l'article 1er (CA, conseil de surveillance et commissions d'attribution) et à 96 heures par administrateur et par an, également dans la limite de huit heures par jour, pour l'indemnité mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er (autres instances).
- La possibilité pour le Conseil d'Administration de procéder au **remboursement des frais de séjour engagés**. Les dispositions légales prévoient le caractère forfaitaire des remboursements des frais d'hébergement et de repas. Elles n'imposent la production de justificatifs que pour le remboursement des frais de transport.

Le mandat d'administrateur étant exercé à titre gratuit (quelle que soit la fonction au sein du conseil), il ne peut donc donner lieu à aucune rémunération, ni à aucun avantage direct ou indirect, sous quelque forme que ce soit.

Aux termes de l'article R421-10 al.7 CCH, en plus de la prise en charge de frais de déplacements liés à l'exercice de leur mandat, le Conseil d'Administration peut en outre décider de la prise en charge des coûts de formation des administrateurs en vue de l'exercice de leur mission, dans la limite de trois jours de formation par an et par administrateur. Cette prise en charge se fera sur justificatifs et après accord préalable de l'Office.

Pour les autres événements, dès lors que les administrateurs représentent l'OPH dans le cadre du mandat qui leur est confié et en rapport avec l'objet social de l'Office, les frais de participation aux manifestations (congrès HLM, AG des OPH, etc.) sont pris en charge par Silène sur présentation des justificatifs associés et dans les limites prévues par les textes réglementaires applicables.

Il est proposé que Silène rembourse chaque administrateur de ses frais de séjour (hors transport) par une indemnité forfaitaire de **68.61 € par jour** pour les réunions suivantes :

- Commissions d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation de Logements (CALEOL)
- Commissions d'Appel d'offres (CAO)
- Conseils d'Administration
- Bureaux du Conseil

En cas de plusieurs réunions à l'office le même jour, il ne sera versé qu'une seule indemnité.

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :
Délibération adoptée à l'unanimité.

Ont signé : Tous les Membres présents
Copie RENDUE EXECUTOIRE
Loi du 2 mars 1982

Pour copie conforme,
La Directrice Générale de Silène,
S. WILLIAMSON

